RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de Crozon

dossier n° CUb 029 042 24 00663

date de dépôt : **25/11/2024**
demandeur : **ETUDE GOASGUEN**
pour : **Détachement d'un lot à bâtir d'une surface d'environ 1200m² et réalisation d'une construction d'une surface globale de 300 m2 maximale répartie en 4 bâtiments dont 3 à usage d'habitation et 1 à usage de local technique.**
adresse terrain : **allée du Bois de Quenvel 29160 Crozon**

ARRÊTÉ

prorogeant un certificat d'urbanisme opérationnel au nom de la commune de Crozon

La maire de Crozon,

Vu la demande de prorogation présentée le 27 mars 2026 par l'ETUDE GOASGUEN, notaires, demeurant 31 rue Branda 29200 Brest, bénéficiaire d'un certificat d'urbanisme opérationnel:

- indiquant, en application de **l'article L 410-1b)** du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme et limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain;
- cadastréKM300 et 302
- situé allée du Bois de Quenvel 29160 Crozon

et précisant si ce terrain peut être utilisé pour la réalisation d'une opération consistant au détachement d'un lot à bâtir d'une surface d'environ 1200m² et réalisation d'une construction d'une surface globale de 300 m2 maximale répartie en 4 bâtiments dont 3 à usage d'habitation et 1 à usage de local technique;

Vu le code de l'urbanisme;
Vu le Schéma de Cohérence Territoriale du pays de Brest (SCOT) approuvé le 10 février 2026;
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal tenant lieu de plan local de l'Habitat (PLUi-H) approuvé le 17 février 2020 mis en compatibilité et modifié les 16 mai 2022 et 29 septembre 2025;
Vu le certificat d'urbanisme en date du 16/12/2024 ;

ARRÊTE

Article unique

Le certificat d'urbanisme susvisé est **PROROGÉ** pour une période d'une année. Cette prorogation prend effet à la fin du délai de validité du certificat d'urbanisme initialement délivré ou le cas échéant au terme du délai de validité d'une précédente prorogation, soit à compter du **16 juin 2026** ;

Fait, le 04 MAI 2026

La maire de Crozon,
Françoise LE MONZE

MAIRIE DE CROZON (Finistère)

L'Adjoint délégué

François-Xavier DEFLOU

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux **(Tribunal administratif, Hôtel de Bizien, 3, Contour de la Motte, CS44416, 35044 Rennes).**
Il peut également saisir d'un recours administratif l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Durée de validité : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Effets du certificat d'urbanisme : le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.
Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.